

121649-2026 - Wettbewerb

Frankreich – System zum Aufspüren von Sprengstoffen – Acquisition de matériels de type NEDEX (Neutralisation, Enlèvement et Destruction d'Engins Explosifs), fournitures (pièces de rechange, accessoires, équipements, consommables, outillages spécifiques) et prestations associées au profit du Maintien en Condition Opérationnelle Terrestre (MCO-T).

OJ S 36/2026 20/02/2026

**Auftrags- oder Konzessionsbekanntmachung – Standardregelung - Änderungsbekanntmachung
Lieferleistungen - Dienstleistungen**

1. Beschaffer

1.1. Beschaffer

Offizielle Bezeichnung: MINARM/TERRE/SIMMT/DDC

E-Mail: simmt-ddc.ach.fct@intradef.gouv.fr

Rechtsform des Erwerbers: Zentrale Regierungsbehörde

Tätigkeit des öffentlichen Auftraggebers: Verteidigung

2. Verfahren

2.1. Verfahren

Titel: Acquisition de matériels de type NEDEX (Neutralisation, Enlèvement et Destruction d'Engins Explosifs), fournitures (pièces de rechange, accessoires, équipements, consommables, outillages spécifiques) et prestations associées au profit du Maintien en Condition Opérationnelle Terrestre (MCO-T).

Beschreibung: Acquisition de matériels de type NEDEX (Neutralisation, Enlèvement et Destruction d'Engins Explosifs), fournitures (pièces de rechange, accessoires, équipements, consommables, outillages spécifiques) et prestations associées au profit du Maintien en Condition Opérationnelle Terrestre (MCO-T). Les matériels entrant dans le périmètre de l'objet de l'accord-cadre seront répartis par familles et fonctions. Les familles envisagées à minima sont les suivantes: -DéTECTEURS; -DISRUPTEURS; -ÉQUIPEMENTS spécifiques d'intervention; -EXPLOSEURS; -Appareils radiographiques; -Robots ou drones terrestres <300kg; - Équipements individuels.

Kennung des Verfahrens: 5fefbd17-62f6-4031-be8c-b0c9f0a565a0

Interne Kennung: 24N60117

Verfahrensart: Verhandlungsverfahren mit vorheriger Veröffentlichung eines Aufrufs zum Wettbewerb/Verhandlungsverfahren

Das Verfahren wird beschleunigt: nein

Zentrale Elemente des Verfahrens: article L.2324-1, L.2324-3, R.2361-8 à R.2361-12 du code de la commande publique

2.1.1. Zweck

Art des Auftrags: Lieferleistungen

Zusätzliche Art des Auftrags: Dienstleistungen

Haupteinstufung (cpv): 38546000 System zum Aufspüren von Sprengstoffen

Zusätzliche Einstufung (cpv): 35000000 Ausrüstung für Sicherheitszwecke, Brandbekämpfung, Polizei und Verteidigung

2.1.2. Erfüllungsort

Land, Gliederung (NUTS): Yvelines (FR103)

2.1.3. Wert

Geschätzter Wert ohne MwSt.: 63 333 333,33 EUR

2.1.4. Allgemeine Informationen

Zusätzliche Informationen: En cas de groupement d'opérateurs économiques au sens de l'article R.2342-12 du CCP, la forme juridique du groupement n'est pas imposée. Toutefois, si le candidat se présente sous la forme d'un groupement conjoint, le mandataire devra être solidaire, pour l'exécution du marché public, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur. Les candidatures et les offres sont présentées soit par l'ensemble des opérateurs économiques groupés, soit par le mandataire s'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter ces opérateurs économiques au stade de la passation du marché public. Il est interdit de présenter plusieurs offres en agissant à la fois : en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements, en qualité de membres de plusieurs groupements. Les groupements pourront être constitués ou modifiés jusqu'à la date de remise de la meilleure et dernière offre (MEDO). En outre, en cas de restructuration de société, notamment de rachat, de fusion ou d'acquisition ou, si le groupement apporte la preuve qu'un de ses membres se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, le groupement peut demander à l'acheteur l'autorisation de continuer à participer à la procédure de passation en proposant, le cas échéant, à l'acceptation de l'acheteur, un ou plusieurs nouveaux membres du groupement, sous contractants ou entreprises liées. L'acheteur se prononce sur cette demande après examen de la capacité de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé et, le cas échéant, des sous-contractants ou entreprises liées à son acceptation, au regard des conditions de participation. Les documents listés ci-après et exigés aux candidats sont obligatoires, sous peine de rejet de la candidature de l'opérateur économique (en outre tout candidat ou groupement ne paraissant pas posséder les capacités suffisantes pour obtenir le marché, pourra être rejeté). Pièce 1 : La lettre de candidature : imprimé DC1 modèle du 1er avril 2019 dûment renseigné par le candidat se présentant seul ou, en cas de candidature groupée, par l'ensemble des membres du groupement. Pièce 2 : La déclaration du candidat : imprimé DC2 modèle du 1er avril 2019 dûment rempli par le candidat se présentant seul ou, en cas de candidature groupée, un imprimé DC2 rempli par chaque membre du groupement, en prenant soin de renseigner la totalité des rubriques. Nota : Les imprimés réclamés ci-dessus sont ceux en vigueur. Ils peuvent être remplacés par des documents contenant les mêmes informations. Pièce 3 : Une liste des principales livraisons effectuées par le candidat individuel ou chaque membre du groupement au cours des trois dernières années portant sur un objet analogue à celui de la présente consultation, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Le repérage des numéros des pièces contenues dans le dossier doit être prévu par le candidat. L'ensemble des documents doit être rédigé en langue française. Si le candidat transmet des documents en langue étrangère, il doit impérativement joindre une traduction en langue française. Conformément à l'article R.2342-2 du CCP, dans le cas où le candidat voudrait se prévaloir des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, il fournit leur chiffre d'affaires global et/ou spécifique réalisé(s) au cours des trois derniers exercices disponibles, ainsi que les documents demandés supra aux candidats justifiant les capacités professionnelles et techniques sur lesquelles le candidat s'appuie. En outre, pour justifier qu'il dispose de leurs capacités pour l'exécution du marché public, le candidat produit un engagement écrit et signé des opérateurs économiques. Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des

renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics, si le candidat n'est pas en mesure, pour une raison justifiée de produire les documents et les références demandés, il est autorisé à prouver sa capacité économique, financière, technique et professionnelle par tout autre moyen considéré comme approprié par l'acheteur. L'acheteur vérifie que l'ensemble des documents demandés au titre de la candidature ont été transmis. Au cas où les pièces demandées sont absentes ou incomplètes, l'acheteur peut demander au candidat de compléter son dossier de candidature. Le cas échéant, l'acheteur peut demander au candidat de compléter ou d'expliquer les documents justificatifs et moyens de preuve fournis ou obtenus. L'acheteur élimine les candidats dont les documents exigés n'ont pas été produits dans le délai fixé. Récapitulatif des cas de rejet d'une candidature : Dossier de candidature reçu après l'échéance fixée par l'acheteur, figurant dans l'avis d'appel public à la concurrence. Dossier de candidature transmis selon des modalités ne respectant pas celles fixées dans l'AAPC, ne permettant pas notamment de déterminer de façon certaine la date et l'heure de leur réception et d'en garantir la confidentialité (exemple : transmission par courriel hors «PLACE »). Candidat faisant l'objet d'une interdiction de soumissionner à un marché public en application des dispositions des articles L.2341-1 à L. 2341-3 et L.2341-5 du CCP dossier de candidature ne comportant pas toutes les pièces mentionnées dans les conditions de participations, ou comportant des pièces incomplètes, ou rédigées dans une langue étrangère sans traduction en langue française. dossier de candidature contenant un virus et si aucune copie de sauvegarde n'a été transmise. Candidat ne présentant manifestement pas les capacités financières, professionnelles et techniques suffisantes pour exécuter le marché public. Candidat d'un pays tiers à l'union européenne ou à l'espace économique européen. Modalités de communication et de transmission des plis pour la consultation: l'acheteur impose de recourir à une transmission électronique sur la plateforme des achats de l'Etat (PLACE). Si, après avoir déposé son pli, le candidat se rend compte qu'il a commis une erreur ou qu'il souhaite modifier le contenu de son dossier, il peut encore le faire, autant de fois que nécessaire, tant que la date limite de réception du dossier n'est pas dépassée. En pareil cas, il doit obligatoirement déposer à nouveau l'intégralité des pièces constituant le dossier et non pas les seules pièces complémentaires ou modificatives. En effet, dans l'hypothèse d'une succession d'envois, il est rappelé que seul le dernier pli reçu par l'acheteur dans le délai fixé est ouvert pour examen. Le candidat doit indiquer dans son dossier de candidature, au sein du DC1 ou équivalent, une adresse de courrier électronique valide, et doit prendre régulièrement connaissance du contenu de cette messagerie en cours de procédure. Il est tenu d'informer l'acheteur de toute modification de cette adresse de courrier électronique en cours de procédure. En effet, pour ses échanges avec les opérateurs économiques, notamment les réponses à leurs questions, les éventuelles demandes de complément de dossier et l'information des candidats retenus et non retenus, l'acheteur communique exclusivement via la messagerie sécurisée de la PLACE. Les courriels sont envoyés par la PLACE depuis l'adresse nepasrepondreprod@marchespublics.gouv.fr. L'opérateur économique doit prendre le soin de vérifier au préalable que cette adresse électronique soit accessible ou inscrite sur liste blanche pour passer les filtres éventuellement mis en place (serveurs, clients de messagerie, logiciel tiers, antispam). Les renseignements d'ordre techniques et administratifs peuvent être obtenus uniquement sur demande écrite et doivent être transmis par l'interface de questions de la PLACE 10 jours calendaires avant la date de remise des candidatures. Pour les questions posées ultérieurement, le pouvoir adjudicateur ne sera pas tenu de répondre. Pour accéder à l'interface de questions : sur le site indiquer la référence de la consultation dans la case <https://www.marchespublics.gouv.fr>, "recherche avancée". En cas de difficulté, les opérateurs économiques disposent de guides tutoriels téléchargeables sur la PLACE, d'une FAQ et d'une assistance téléphonique après génération d'un ticket le cas échéant, destinés à les guider et les aider à utiliser les

funktionnalités de la PLACE à les aider à déposer leurs plis de candidature et d'offres et leurs documents sur cette plateforme.

Rechtsgrundlage:

Richtlinie 2009/81/EG

2.1.6. Ausschlussgründe

Quellen der Ausschlussgründe: Auftragsunterlagen

5. Los

5.1. Los: LOT-0001

Titel: Acquisition de matériels de type NEDEX (Neutralisation, Enlèvement et Destruction d'Engins Explosifs), fournitures (pièces de rechange, accessoires, équipements, consommables, outillages spécifiques) et prestations associées au profit du Maintien en Condition Opérationnelle Terrestre (MCO-T).

Beschreibung: Acquisition de matériels de type NEDEX (Neutralisation, Enlèvement et Destruction d'Engins Explosifs), fournitures (pièces de rechange, accessoires, équipements, consommables, outillages spécifiques) et prestations associées au profit du Maintien en Condition Opérationnelle Terrestre (MCO-T). Les matériels entrant dans le périmètre de l'objet de l'accord-cadre seront répartis par familles et fonctions. Les familles envisagées à minima sont les suivantes: -DéTECTEURS; -Disrupteurs; -Équipements spécifiques d'intervention; -Exploseurs; -Appareils radiographiques; -Robots ou drones terrestres <300kg; - Équipements individuels.

Interne Kennung: 24N60117

5.1.1. Zweck

Art des Auftrags: Lieferleistungen

Zusätzliche Art des Auftrags: Dienstleistungen

Haupteinstufung (cpv): 38546000 System zum Aufspüren von Sprengstoffen

Zusätzliche Einstufung (cpv): 35000000 Ausrüstung für Sicherheitszwecke, Brandbekämpfung, Polizei und Verteidigung

5.1.2. Erfüllungsort

Land, Gliederung (NUTS): Yvelines (FR103)

Land: Frankreich

Zusätzliche Informationen: France métropolitaine

5.1.3. Geschätzte Dauer

Laufzeit: 84 Monate

5.1.4. Verlängerung

Maximale Verlängerungen: 0

5.1.5. Wert

Höchstwert der Rahmenvereinbarung: 63 333 333,33 EUR

5.1.6. Allgemeine Informationen

Vorbehaltene Teilnahme:

Teilnahme ist nicht vorbehalten.

Diese Auftragsvergabe ist auch für kleine und mittlere Unternehmen (KMU) geeignet: ja

Zusätzliche Informationen: La donnée renseignée au 5.1.15 champ BT-113-Lot Nombre maximum de participants à l'accord-cadre constitue une donnée technique qui n'a aucune valeur juridique.

5.1.9. Eignungskriterien

Quellen der Eignungskriterien: Auftragsunterlagen

5.1.10. Zuschlagskriterien

Kriterium:

Bezeichnung: Se référer au règlement de consultation au stade de l'offre.

5.1.12. Bedingungen für die Auftragsvergabe

Bedingungen für die Einreichung:

Obligatorische Angabe der Vergabe von Unteraufträgen: Anteil des Auftrags, den der Bieter im Wege von Unteraufträgen zu vergeben gedenkt

Elektronische Einreichung: Erforderlich

Sprachen, in denen Angebote oder Teilnahmeanträge eingereicht werden können: Französisch
Varianten: Nicht zulässig

Frist für den Eingang der Teilnahmeanträge: 02/03/2026 12:00:00 (UTC+01:00)

Mitteuropäische Zeit, Westeuropäische Sommerzeit

Auftragsbedingungen:

Die Auftragsausführung muss im Rahmen von Programmen für geschützte

Beschäftigungsverhältnisse erfolgen: Nein

Bedingungen für die Ausführung des Auftrags: Accord-cadre multi-attributaires à marchés subséquents mixtes, ordinaires et de type accord-cadre à bons de commande.

Finanzielle Vereinbarung: Le financement est assuré exclusivement par des ressources budgétaires propres au ministère des Armées. Le régime des paiements (versement d'avance, les acomptes et les versements à titre de règlement partiel ou de solde) est conforme aux dispositions des articles L.23911 à L.239210, R.23911 à R.23917, R.239116 à R.239128, R.239324 à R.239340 du code de la commande publique. Le délai global de paiement est de 30 jours.

Vergabe von Unteraufträgen:

Der Auftragnehmer muss alle Änderungen der Unterauftragnehmer angeben, die sich während der Auftragsausführung ergeben.

5.1.15. Techniken

Rahmenvereinbarung:

Rahmenvereinbarung mit erneutem Aufruf zum Wettbewerb

Höchstzahl der Teilnehmer: 0

5.1.16. Weitere Informationen, Schlichtung und Nachprüfung

Schlichtungsstelle: MINARM/TERRE/SIMMT/DDC

Überprüfungsstelle: Tribunal Administratif de Versailles

Informationen über die Überprüfungsfristen: Référé précontractuel (avant la conclusion du marché) : articles L.5511 à 4et L.5511-10 à 12 du Code de la Justice Administrative (CJA)

Référé contractuel : articles L.5511-3 à 23 du CJA (après la conclusion du marché dans un délai de 31 jours à compter de la publication de l'avis d'attribution, en l'absence de respect du délai de suspension de signature de 11 jours, recours à exercer dans un délai de 6 mois à compter du lendemain du jour de la conclusion de l'accord-cadre. Recours de pleine juridiction en contestation de la validité du contrat dans un délai de 2 mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité concernant l'attribution du marché (jurisprudence du Conseil d'État 4 avril 2014 'Département du Tarn et Garonne' n°358994).

Organisation, die zusätzliche Informationen über das Vergabeverfahren bereitstellt: MINARM /TERRE/SIMMT/DDC

Organisation, die weitere Informationen für die Nachprüfungsverfahren bereitstellt: Tribunal Administratif de Versailles

8. Organisationen

8.1. ORG-0001

Offizielle Bezeichnung: MINARM/TERRE/SIMMT/DDC

Registrierungsnummer: 15400005300582

Postanschrift: route des docks quartier ingénieur général Jayat CS 30704

Stadt: VERSAILLES

Postleitzahl: 78013

Land, Gliederung (NUTS): Yvelines (FR103)

Land: Frankreich

E-Mail: simmt-ddc.ach.fct@intradef.gouv.fr

Telefon: 01 39 67 28 37

Internetadresse: www.marches-publics.gouv.fr

Endpunkt für den Informationsaustausch (URL): www.marches-publics.gouv.fr

Profil des Erwerbers: www.marches-publics.gouv.fr

Rollen dieser Organisation:

Beschaffer

Organisation, die zusätzliche Informationen über das Vergabeverfahren bereitstellt

Schlichtungsstelle

8.1. ORG-0002

Offizielle Bezeichnung: Tribunal Administratif de Versailles

Postanschrift: 56 avenue de Saint-Cloud

Stadt: VERSAILLES

Postleitzahl: 78011

Land, Gliederung (NUTS): Yvelines (FR103)

Land: Frankreich

Telefon: 01 39 20 54 00

Internetadresse: <https://versailles.tribunal-administratif.fr/>

Endpunkt für den Informationsaustausch (URL): <https://versailles.tribunal-administratif.fr/>

Rollen dieser Organisation:

Überprüfungsstelle

Organisation, die weitere Informationen für die Nachprüfungsverfahren bereitstellt

8.1. ORG-0000

Offizielle Bezeichnung: Publications Office of the European Union

Registrierungsnummer: PUBL

Stadt: Luxembourg

Postleitzahl: 2417

Land, Gliederung (NUTS): Luxembourg (LU000)

Land: Luxemburg

E-Mail: ted@publications.europa.eu

Telefon: +352 29291

Internetadresse: <https://op.europa.eu>

Rollen dieser Organisation:

10. Änderung

Fassung der zu ändernden vorigen Bekanntmachung

:

58211-2026

Hauptgrund für die Änderung

:

Korrektur – Beschaffer

Informationen zur Bekanntmachung

Kennung/Fassung der Bekanntmachung: 94188695-72ce-48f2-9f02-3569299bb7d2 - 01

Formulartyp: Wettbewerb

Art der Bekanntmachung: Auftrags- oder Konzessionsbekanntmachung – Standardregelung

Unterart der Bekanntmachung: 18

Datum der Übermittlung der Bekanntmachung: 19/02/2026 10:59:50 (UTC+00:00)

Westeuropäische Zeit, GMT

Sprachen, in denen diese Bekanntmachung offiziell verfügbar ist: Französisch

Veröffentlichungsnummer der Bekanntmachung: 121649-2026

ABl. S – Nummer der Ausgabe: 36/2026

Datum der Veröffentlichung: 20/02/2026